

Pénurie du carburant : allons-nous tenir ? (page 3)



La pénurie répétitive du carburant paralyse les activités économiques.

SOCIÉTÉ



Commune Rugombo

Insuffisance des sources d'eau, l'origine de la pénurie d'eau potable (page 4)

GENRE



Développement des coopératives à Kayanza

Le rôle de la femme est indéniable (page 5)

EDUCATION



Cankuzo-éducation

Les avancées riment avec les défis (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Naître dans une mangeoire n'est plus le monopole de Jésus



Mélance Maniragaba,
Rédacteur en chef adjoint

A une semaine de l'anniversaire de la naissance de Jésus Christ qui marque le début de la chréienté et à deux semaines de la célébration de la bonne

année (Saint Sylvestre), la vie au quotidien bouillonne. Des petits au plus âgés, les habitudes du 25 décembre, jour de Noël et du premier janvier, jour du nouvel An étaient de vivre en famille, à l'église... des moments précieux. C'étaient vraiment des jours d'allégresse, des jours de joie et qu'on attendait impatiemment.

A Noël, d'ailleurs la veille, des homélies retentissaient dans les églises. Des voix angéliques, des enfants, des femmes et des hommes étaient le commun des églises. A la bonne année, des hommes se rassasiaient jusqu'à jeter de l'argent dans les rues ou là où ils avaient passé leur réveillon, soit dans les cabarets ou en famille.

Est-ce de même pour le moment ? Va-t-on chanté Alléluia alors qu'on n'a presque pas mangé une fois pendant la journée ? Va-t-on avoir de l'argent à jeter un peu partout ?

La tendance est déjà inversée et c'est déjà une réalité. Naître dans une mangeoire d'animaux n'est plus le monopole de Jésus. Les fêtes de fin d'année vont se célébrer dans une mangeoire d'animaux. Ils vont se célébrer dans une morosité inextricable.

Pour les croyants et les Chrétiens, la naissance de l'enfant de Dieu dans une mangeoire d'animaux, réchauffé par la chaleur des bêtes explique les conditions de pauvreté dans lesquelles a évolué celui-ci.

Aujourd'hui, les pénuries répétitives de carburant paralysent le transport et occasionnent une inflation alimentaire innommable. Ce qui ne permet pas au citoyen lambda de joindre les deux bouts de la journée. Innocemment, les enfants réclament la viande pourtant remplacée par des lengalenga ou des feuilles de courge, car le kilo de viande coûte les yeux de la tête, soit 18 mille FBu. Le riz aussi est leur plat préféré. La chanson en langue swahili « Tutakula wali » traduit en français par « nous allons manger le riz » montre à quel point ils l'adorent. Or, le coût d'un kg de riz culmine à 4 000 FBu.

Cela sans oublier qu'ils réclament également les costumes à porter le jour de la fête pour des enfants

(Saint Nicolas) et des jouets de Noël. Des anecdotes stipulent aussi que les femmes réclament trop les jours de fête. Ce qui n'est ni vérifié ni vérifiable. Apparemment, on dirait que les hommes sont des innocents. Qu'à cela ne tienne. Les fêtes auront lieu, peut-être que leur célébration n'aura pas la même saveur pour tout le monde.

Malgré cela, nous ne sommes pas là sans savoir les impacts destructifs de recourir au luxe pour des ventes toujours insatisfaites. Sachons qu'en janvier, le ventre va également réclamer. Consommons donc responsable le peu qu'on a, car demain nous réserve des surprises.

ENTREPRENEURIAT

Coopérative Dushigikirane : alternative au chômage des jeunes

Malgré un chômage récurrent des jeunes, certains jeunes burundais sont en train de se développer. C'est le cas de la coopérative Dushigikirane constituée de 25 jeunes qui fabriquent des blocs à lécher pour bétails en commune Mishiha

La coopérative Dushigikirane produit des aliments pour animaux notamment les blocs à lécher au chef-lieu de la commune Mishiha en province de Cankuzo. La coopérative est constituée de 25 membres dont 13 garçons et 12 filles. Ce sont généralement des jeunes chômeurs qui n'ont pas encore été engagés dans la fonction publique ou ailleurs. Cette coopérative a démarré ses activités en 2020 avec l'objectif de développer et d'améliorer les conditions de vie de ses membres. « La coopérative a été créée dans le but de lutter contre le chômage et les attroupements des désœuvrés [ligalas] pour avoir une occupation qui peut générer des revenus et échanger les idées afin d'améliorer nos compétences », indique Gabriel Nzigamasabo, président de ladite coopérative.

Dès le début, la coopérative a enregistré des avancées. Premièrement, le capital de la coopérative Dushigikirane s'est accru parce qu'elle a démarré avec 3 000 000 de FBu de capital mais, aujourd'hui, son chiffre d'affaire atteint 6 000 000 de FBu même si ce n'est toujours pas suffisant.



Gabriel Nzigamasabo affirme que la coopérative Dushigikirane contribue à l'éradication du chômage chez les jeunes.

Malgré tout, les défis ne manquent pas

Le premier problème auquel fait face la coopérative Dushigikirane est qu'elle n'a pas un espace suffisant de travail. « Notre salle est étroite et elle est à la fois l'atelier, le stock et la boutique. Nous avons besoin d'un espace où nous pouvons vaquer à nos activités confortablement », précise M. Nzigamasabo. Un autre problème est lié à l'insuffisance des clients. La population environnante n'est pas habituée aux blocs à lécher ou autres aliments pour animaux domestiques. Pourquoi ? Parce que certaines personnes ne savent pas l'importance de ces produits pour leurs bétails ou tout simplement elles n'ont pas de moyens pour s'en procurer.

Un autre défi à relever est que la coopérative ne dispose pas de moyens suffisants pour augmenter la production des blocs à lécher et pour accomplir tous ses objectifs. « Nous souhaitons décentraliser les points de vente de nos produits dans toutes les communes qui composent la province de Cankuzo voire dans d'autres régions du Burundi », précise M. Nzigamasabo. Les clients de la coopérative sont généralement certains éleveurs des localités environnantes et quelques clients qui habitent dans d'autres provinces. « Les clients qui vivent un peu plus loin, nous essayons de leur envoyer les colis qui contiennent les blocs à lécher et ils paient de manière électronique via Lumicash ou Ecocash », rassure M. Nzigamasabo. Le prix d'un kilo de bloc à lécher coûte 3 000 FBu.

Les filles contribuent à l'essor de la coopérative au même titre que les garçons

Selon M. Nzigamasabo, les filles membres de la coopérative Dushigikirane sont laborieuses au même titre que les hommes. « Au départ, nous croyions que la fabrication des blocs à lécher était l'apanage des hommes mais, au fil du temps, les filles se sont habituées », indique Micheline Niyonzima, trésorière de la coopérative Dushigikirane. Même si la coopérative fait face au problème d'étroitesse du marché, elle affirme qu'elle a déjà bénéficié de beaucoup de choses dans cette « famille ». Elle a par exemple acheté un porc à base des bénéfices générés par la coopérative.

Les activités de la coopérative Dushigikirane sont validées par les membres, garçons et filles tous confondus. Tout un chacun travaille comme s'il travaillait chez lui. Les membres de la coopérative se succèdent chaque jour dans la boutique pour vendre les produits. Un membre de la coopérative qui est au service doit mentionner dans un registre la quantité des produits vendus et l'argent engrangé pour faciliter le contrôle. Quand le stock des blocs à lécher commence à se vider, les membres de la coopérative se rencontrent une ou deux fois la semaine pour fabriquer d'autres produits.

Dans les cinq ou dix ans à venir, la coopérative Dushigikirane souhaite fournir les aliments pour animaux domestiques dans presque toutes les provinces du Burundi. « Nous y croyons », estime M. Nzigamasabo. En plus de cela, la coopérative a l'ambition d'élever les animaux domestiques pour booster l'aspect commercial.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco
Burundi Eco - Vendredi, 15 Décembre 2023 - n°588

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 15 Décembre 2023

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2831	2876
Euro	3110	3160
Shi. Kenyan	18,4441	18,7416
Shi. Tanzanien	1,1257	1,1439
Shi. Ougandais	0,7500	0,7621
Fr Rwandais	2,2623	2,2988

La pénurie du carburant complique le quotidien

Le carburant introuvable reste un casse-tête dans les ménages. Les voyageurs font les files pour attendre les moyens de transport. Les véhicules font la queue pour s'approvisionner en carburant. Pour y faire face, les devises pour importer le carburant font défaut. Les promesses du Japon, du Nigéria et de la Russie tardent également à se concrétiser

« J'habite Rubirizi dans la commune de Mutimbuzi en province de Bujumbura. De nature les bus font le trajet centre-ville-Rubirizi moyennant paiement de 1 100 FBu. Malheureusement, les bus sont introuvables. J'ai voulu prendre une moto pour arriver à Mutakura. On m'a taxé trois mille FBu, soit 1 kg de haricot. J'ai dû décider de marcher à pied sur cette distance d'environ 6 km », se désole Victor Ndikumana, habitant la zone Rubirizi. Pour lui, il n'a pas pris la moto pour faire des réserves dans le but de voir comment joindre les deux bouts du mois.

Malheureusement, déplore-t-il, arrivé au travail, je n'avais pas assez de force pour accomplir mes tâches. J'étais fatigué.

Contacté par téléphone, Alice Shurweryimana fait remarquer qu'elle ne viendra pas célébrer le mariage de son cousin prévu samedi le 16 décembre 2023. Elle indique que le ticket de transport Gitega-Bujumbura est estimé à 30 mille FBu, soit un aller-retour de 60 mille FBu. « C'est une cagnotte d'argent

pour moi qui cherche encore de l'emploi », signale-t-elle.

« J'ai été surprise lorsque je suis rentrée du travail et que mon domestique m'a dit qu'il a utilisé le charbon de 5 mille FBu par jour. J'étais habituée à dépenser 3 mille FBu par jour pour acheter le charbon de bois. Je pense que la hausse du prix du charbon est liée à son transport », s'inquiète Marie Rose Coyanditse, habitant le quartier Gisyo de la zone Kanyosha dans la commune de Muha en mairie de Bujumbura.

En attente des promesses

Dans le contexte de faire face à la pénurie récurrente du carburant, en mars 2023, Albert Shingiro, ministre des Affaires Etrangères et Masahiro Imai, ambassadeur du Japon au Burundi ont signé un accord de don de carburant d'une valeur de 3,45 millions USD.

En mai 2022, Valery Mikhaylov, ambassadeur de la Russie au Burundi a souligné que son pays est en train de contourner les problèmes logistiques causés par les sanctions de l'UE. Cela afin de livrer le carburant au pays.

De plus, en janvier dernier, Muhammadu Buhari, ex-président du Nigéria a promis à Audace Niyonzima, ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Audace Niyonzima de contribuer à résoudre la pénurie du carburant dans notre pays. Cela via une requête auprès de la Nigerian National Petroleum Company Limited.



La pénurie répétitive du carburant paralyse les activités économiques.

La pénurie des devises, une situation aggravante

L'Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques indique souvent que la pénurie du carburant est liée au manque des devises pour l'importer et au monopole dans l'importation de ce produit. Il propose la mise en place d'un stock stratégique carburant.

Dans « Umuzinga Day 3 », Edouard Normand Bigendako, gouverneur de la Banque centrale a annoncé que la banque qu'il chapeaute a pris des mesures pour contenir l'inflation et limiter les pressions sur le taux de change.

« Pour ce qui est de la constitution des réserves de change (réserves obligatoires), la Banque centrale peut augmenter ou diminuer le coefficient des réserves obligatoires », dit-il.

Ces réserves de change sont effectuées sur les dépôts de la clientèle des banques commerciales.

« Si Banque centrale veut qu'il y ait augmentation des crédits, elle va diminuer le coefficient. Un taux qui a été augmenté de 3 à 5%, une orientation qui vise à limiter les crédits », explique-t-il avant de faire remarquer qu'à cause du contexte inflationniste et de la pression sur le taux de change, la Banque centrale a temporairement adopté une politique monétaire restrictive. Ce qui a des retombées négatives sur le court terme.

Cependant, cela n'empêche pas que dans le futur lorsque les tensions seront plus ou moins résorbées on puisse explorer les outils permettant de stimuler le financement du secteur privé. Pour faire face à la pénurie répétitive du carburant, Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités (Parcem) propose sur son compte twitter du carburant une mise sur pied d'un cadre de dialogue avec les experts et les partenaires du secteur.

Elle invite le gouvernement à envisager la possibilité de demander l'assistance des pays amis ou de contracter un crédit d'urgence auprès des organismes internationaux afin de relever le niveau des réserves de change.

Mélance Maniragaba

DEVELOPPEMENT

La BAD approuve 696 millions USD pour le projet de chemin de fer conjoint entre le Tanzanie et le Burundi

Le Burundi et la Tanzanie vont construire ensemble le chemin de fer financé par la Banque Africaine de Développement (BAD). Dans cette revue de presse régionale, nous développons également les élections présidentielles en RDC, le projet autour du gaz d'Ouganda, etc.

Selon The Citizen, le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un financement de 696,41 millions USD pour le Burundi et la Tanzanie afin de lancer la phase II du projet conjoint Tanzanie-Burundi- RDC de chemin fer électrifié à écartement standard (SGR).

Cette phase verra la construction de 651 km de chemin de fer électrifié à voie unique reliant le Burundi au réseau tanzanien existant et à terme au port de Dar-es-Salaam. Le projet est divisé en trois tronçons : Tabora-Kigoma (411 km), Uvinza-Malagarazi (156 km) en Tanzanie et Malagarazi-Musongati (84 km) au Burundi.

L'engagement de la BAD comprend 98,6 millions USD de dons pour le Burundi et 597,79 millions USD de prêts et garanties pour la Tanzanie. En outre, la BAD mobilisera également 3,2 milliard USD auprès des banques commerciales, des institutions financières de développement, des agences de crédit, etc. Le coût total du projet est estimé à 3,93 milliards USD.

Ce projet ambitieux devrait avoir un impact transformateur sur la région.

L'accès à un service de transport à longue distance efficace et rentable encouragera l'exploitation minière et l'agriculture commerciale à grande échelle, en particulier au Burundi avec ses énormes gisements de nickel.

Rwanda : La route Kagitumba-Kayonza-Rusumo réaménagée

Selon The New Times, un projet de route asphaltée Kagitumba-Kayonza-Rusumo de 208 kilomètres a facilité la circulation des personnes et des marchandises, ainsi que le commerce en réduisant le temps nécessaire aux affaires et les coûts de transport entre autres avantages, ont déclaré les responsables et ses utilisateurs.

S'exprimant lors de l'inauguration du projet mercredi le 13 décembre 2023 dans la province orientale, le ministre de l'Infrastructure, Jimmy Gasore, a indiqué que cette route relie le Rwanda à l'Ouganda et à la Tanzanie en tant qu'Etats partenaires de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), revêtant ainsi une importance stratégique pour les pays enclavés, en termes de connexion avec la région.

Le projet a été approuvé en 2016 et a été financé à hauteur de 162,4 millions USD par la Banque africaine de développement (BAD) avec 94 millions USD, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) avec 56,4 millions USD et la Commission européenne avec 20 millions d'euros.

Les autres réalisations du projet comprennent la réhabilitation de



La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un financement de 696,41 millions USD pour le Burundi et la Tanzanie. Cet argent est destiné à la construction du chemin de fer à écartement standard (SGR) sur environ 650 km.

10 forages pour les communautés (pour accéder à l'eau), six centres de collecte de lait pour une bonne manipulation du lait, ainsi que la construction de deux ponts-bascule pour contrôler les surcharges.

L'Ouganda vise à produire 100 tonnes de gaz d'ici 2025

Selon The Monitor, d'ici 2025, l'Ouganda commencera la production de gaz naturel liquéfié (GNL) pour remplacer l'énergie de bois. Le gaz naturel liquéfié produit localement devrait être moins cher que les produits importés. M. Dozith Abeinomugisha, directeur du secteur intermédiaire de l'Autorité Pétrolière de l'Ouganda (PAU), affirme que d'ici 2025, l'Ouganda commencera à consommer du GNL produit dans le pays.

Cette évolution a été révélée lors d'une visite du champ pétrolier

de Hoima par les membres de l'Association des régulateurs de l'énergie d'Afrique de l'Est (ERAEA). Le gouvernement ougandais a introduit des réformes fiscales au cours de l'exercice 2020-2021 qui ont exonéré le GNL de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) afin de le rendre abordable.

RDC : des interrogations autour des prochaines élections

Mercredi le 20 décembre 2023, sont prévues les élections générales en République démocratique du Congo (RDC). Près de 44 millions d'électeurs sont attendus pour élire le président parmi 22 candidats.

Selon Africa News, à l'approche du rendez-vous, le processus interroge. Et pour cause, la jurisprudence électorale dans le pays laisse plus d'un perplexes. « Nous allons dans un contexte électoral fragile

avec des sentiments de frustration pour une partie des élections de 2018, et des défis pour d'autres par rapport aux élections de 2023, et je crois que la classe politique n'en a pas tenu compte. », explique Eric Nsenga, Coordinateur national de la mission d'observation du CEC dans les colonnes d'Africa News. Mais la méfiance n'est pas l'unique problème. Le volet logistique aussi inquiète dans un pays de 2,5 millions de km2 largement dépourvu d'infrastructures.

« Nous sommes dans un pays où il y a des coupures d'électricité tout le temps. Est-ce qu'il y a déjà des solutions ? Les batteries sont-elles chargées ? Donc, beaucoup de choses qui n'ont pas encore été clarifiées avant les 7 jours de l'élection. A cela s'ajoutent les problèmes de cartographie (électorale). Vous savez qu'aujourd'hui nous n'avons toujours pas de cartographie téléchargeable, alors que la cartographie permet de localiser les adresses physiques des centres et des bureaux de vote », s'interroge Eric Nsenga.

La commission électorale est engagée dans une course contre la montre pour déployer le matériel électoral sur tout le territoire de la RDC alors qu'elle réclamait la semaine dernière aux autorités, quatre avions Antonov et dix hélicoptères pour acheminer ce matériel. Des analystes se projettent aussi déjà sur la gestion d'un contentieux électoral éventuel. Les élections vont aussi s'organiser dans un climat très difficile du fait de la situation sécuritaire déplorable qui prévaut à l'Est.

Gilbert Nkurunziza

COMESA : Mout de difficultés à surmonter

21 pays qui constituent le COMESA peinent à concrétiser l'intégration effective. Exigence de visas avant d'entrer dans les pays membres, les balances commerciales déficitaires, la cherté du transport aérien, l'insuffisance des infrastructures de transport terrestre...tels sont les défis qui entravent cette intégration. Du côté burundais, la non compétitivité industrielle est une opportunité, car cela témoigne de la virginité du terrain

Selon Jean Claude Kanene, assistant du ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, le commerce intra-comesa est déterminé par le volume des échanges que les pays membres sont à mesure de fournir. Cela dans le cadre du marché commun. Ce qui contribue au développement des économies et, partant, au bien-être de la population. C'était lors d'un atelier régional sur la promotion du commerce organisé à Bujumbura par le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) du 11 au 12 décembre 2023.

Cependant, informe-t-il, le marché commun doit être soutenu pour une intégration profonde et réelle.

Pour faciliter l'intégration au COMESA, M.Kanene indique que les efforts fournis par le Burundi sont liés à l'élimination des barrières commerciales et des restrictions à la libre circulation des personnes. En témoigne la délivrance du visa à l'entrée, la digitalisation des services d'immigration...



Le commerce intra-COMESA est déficitaire. Le volume des exportations est estimé à 8, 5% tandis que celui des importations est évalué à 91, 5%.

Encore plus d'efforts pour le pays

Denis Nshimirimana, Secrétaire général de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB) précise que le pays est sous-industrialisé. D'après lui, le terrain est encore vierge. Ce qui constitue une opportunité. « La zone du COMESA compte environ 600 millions d'habitants, soit presque la moitié de la population habitant toute l'Afrique. Même si le pays quadruple ou quintuple sa production industrielle, il a un marché vaste, surtout qu'en tant que cœur de l'Afrique il se trouve au centre de gravité de tous les pays », déclare M.Nshimirimana.

IL signale également que le pays a une pluviométrie qui s'étend sur 8 mois. Ce qui est un atout de taille pour irriguer les champs. Le secrétaire général de la CFCIB rappelle aussi que le pays regorge tant d'opportunités dans le secteur agricole surtout, les fruits et légumes, mais aussi dans les services.

Nonobstant, il déplore que le secteur touristique n'est pas exploité. « Les sites touristiques ne sont pas aménagés », regrette-t-il avant d'éclairer que le pays a une main-d'œuvre moins coûteuse et jeune.

M.Nshimirimana propose toutefois de revoir la qualité de la formation.

Les importations largement supérieures aux exportations

Le secrétaire général de la CFCIB confirme même que du côté du COMESA le commerce présente un déséquilibre.

« Le volume des exportations est estimé à 8, 5%. Les importations étant évaluées à 91, 5%, le gros de ceux-ci est acheté en Europe, dans les pays asiatiques ou aux Etats-Unis d'Amérique (USA). C'est une même tendance que dans la Zone de Libre Echange Continentale Africaine où 14 à 15 % sont des exportations tandis qu'environ 85% des importations proviennent de l'extérieur de la zone », s'inquiète M.Nshimirimana.

Le rapport sur la promotion du commerce au sein du COMESA signale que les importations du COMESA de tous les produits en provenance du monde a augmenté de 44 % au cours des 10 dernières années. Elles sont passées d'un marché évalué à 165 milliards USD en 2013 à un marché évalué à 236 milliards USD en 2022.

Pendant la même période, les importations intra-COMESA ont diminué de 16 % au cours des 10 dernières années, passant d'un commerce intra-COMESA évalué à 12 milliards USD en 2013 à un commerce intra-COMESA évalué à 10 milliards USD en 2022.

« Le COMESA n'a importé que 4,3 % de sa demande totale pour tous les produits des pays du COMESA en 2022 », notifie le rapport.

Le document fait remarquer que les exportations du COMESA vers le monde de 2013 à 2023 sont évaluées à 839 milliards USD, soit 75% tandis que les exportations du COMESA

vers les pays membres sont évaluées à 46 milliards USD au cours de la période considérée 2013-2022, soit 5,5%.

Un transport lacunaire

M.Nshimirimana reconnaît que les échanges entre les pays du COMESA ne sont pas développés. Il attribue cela au transport aérien qui est cher. Pour lui, en partant du Burundi, se rendre par avion au Congo Brazzaville ou en République Démocratique du Congo (RDC) coûte plus cher que voyager vers la France.

Et de continuer: « Les infrastructures de transport routières ne sont pas développées. Il n'existe pas par exemple de route reliant le Burundi et Kisangani en RDC. Là où les routes sont en bon état, la circulation des camions est gênée par une multiplicité de ponts bascules ».

Au niveau du COMESA, dit M.Nshimirimana, on n'a pas un système de suivi électronique de cargos. Il se demande par ailleurs, pourquoi le transport maritime n'est pas développé alors qu'il est moins cher. « Les fleuves comme Zambèze, Nil... ne sont pas exploités », martèle M.Nshimirimana.

Le Burundi a signé pas mal d'instruments du COMESA et se prépare déjà à accueillir le 23ème sommet des chefs d'Etat et des gouvernements prévu vers la fin de l'année 2024. Après la signature de l'accord sur l'accueil dudit sommet et sa feuille de route, il compte mettre en place très prochainement un comité national mixte pour commencer les préparatifs.

Le 22ème sommet des chefs d'Etat et des gouvernements s'est tenu à Lusaka en Zambie le 8 juin 2023.

Mélance Maniragaba

SOCIETE

Commune Rugombo

Insuffisance des sources d'eau, l'origine de la pénurie d'eau potable

Les habitants de la commune Rugombo s'inquiètent du fait que la pénurie de l'eau potable persiste. Et les conséquences sont fâcheuses. Les responsables de la commune Rugombo déplorent cette situation. Ils indiquent que l'origine de ce calvaire est l'insuffisance des sources d'eau dans cette localité

Le manque d'eau potable inquiète certains habitants de la commune Rugombo dans la province de Cibitoke. Dans un entretien avec ces derniers, il est ressorti que ce n'est pas facile de s'approvisionner en cette denrée. Certains font recours à l'eau des rivières riveraines pour faire la propreté.

Le pire est qu'il y a même ceux qui en consomment pour étancher leur soif.

Selon ces derniers, les conséquences sont fâcheuses. Il cite la maladie du choléra qui est devenue récurrente dans cette localité.

Léonce Nzikwinkunda qui travaille au bureau de la commune Rugombo affirme que la pénurie de l'eau potable dans la commune Rugombo est une réalité. « Suite à la pénurie



Le manque d'eau potable inquiète certains habitants de la commune Rugombo dans la province de Cibitoke.

de l'eau potable, nous procédons souvent au rationnement pour permettre à tout le monde d'être servi», argue Nzikwinkunda.

Il y a peu de sources d'eau à Rugombo

Selon lui, la cause de cette situation

est qu'il y a peu de sources d'eau à Rugombo. A titre illustratif, la régie communale de l'eau de Rugombo ne dispose que de trois sources d'eau potable qui génèrent un débit de 12 litres d'eau par seconde.

Selon Nzikwinkunda, cette quantité est insuffisante, car la commune

Rugombo a une population de 145 000 habitants. « Actuellement, il y a des collines qui ne disposent pas d'eau potable. Ce sont entre autre Musenyi, Gicaca, Rukana II et Gabiro Ruyagiro », déplore-t-il.

Le pire est que les habitants de ces localités font recours à l'eau de la rivière Ruhwa, s'inquiète-t-il.

Concernant la colline Rukana II, l'Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural (AHAMR Burundi) s'active pour la doter de l'eau potable, explique-t-il.

Les établissements scolaires ne sont pas épargnés

Le problème d'accès à l'eau potable s'observe aussi dans les établissements scolaires qui sont situés loin des installations de la régie communale de l'eau, fait remarquer Nzikwinkunda.

Il déplore le fait que le projet d'adduction d'eau potable qui devrait servir de l'eau potable aux habitants des communes Rugombo et Mugina n'est pas fonctionnel. Ce projet a été financé par le FONIC.

Pourtant, le projet s'est arrêté après avoir terminé la phase I d'eau jusque dans la commune Mugina.

Nzikwinkunda demande de construire la source de Nyamashoro d'un débit de 37,5 litres d'eau par seconde qui va servir les communes Mugina, Rugombo et Buganda pour en découdre avec le manque d'eau dans la commune Rugombo.

Il remercie l'association «Water for Development» qui fournit à la régie communale de l'eau de Rugombo du Chlore pour désinfecter l'eau des robinets. Il laisse entendre que cette association fournit du chlore à la régie communale de l'eau tous les trois mois.

Nzikwinkunda demande aux partenaires techniques et financiers de contribuer à l'accès à l'eau potable dans la commune Rugombo, car il n'y a pas de développement sans eau potable.

Notons que l'accès à l'eau potable est considéré comme un droit, un des facteurs du bien-être pour l'homme. Aujourd'hui encore, des millions de personnes dans le monde mènent une vie difficile suite au non accès à l'eau potable. Quant au Burundi, certains peinent à y accéder malgré que ce pays soit l'un des pays riches en eau douce

Jean Marie Vianney Niyongabo

Développement des coopératives à Kayanza

Le rôle de la femme est indéniable

Les responsables de la fédération des coopératives de la province de Kayanza affirment que le rôle de la femme dans le développement des coopératives est remarquable. Elles se donnent corps et âme dans leur travail quotidien plus que les hommes. Et cette province compte 836 coopératives dont 262 sont dirigées par des femmes

fait qu'elles parviennent à prendre en charge leurs familles grâce aux revenus qu'elles engrangent après avoir travaillé dans les champs de ces coopératives.

L'exemple est celui de Mme Crescence Nshimirimana, âgée de 35 ans rencontrée dans les champs de l'une des coopératives de Kayanza située tout près du lycée de Kayanza. Cette femme affirme qu'elle parvient à prendre en charge ses enfants dont 4 filles et un garçon.

Caroline Muhimpundu, âgée de 32 ans abonde dans le même sens. « C'est grâce à l'argent que

Les femmes qui travaillent dans les coopératives de la province de Kayanza se réjouissent du



Rosine Nsabimana, présidente de la Fédération des coopératives de Kayanza : « le rôle de la femme dans le développement des coopératives est remarquable »



Les responsables de la fédération des coopératives de la province Kayanza affirment que le rôle de la femme dans le développement des coopératives est indéniable.

les gestionnaires des coopératives me paient que je peux acheter des vivres et des habits à mes enfants», indique-t-elle.

Avec les mêmes revenus, ces dernières indiquent aussi qu'elles s'achètent des habits et des produits de beauté.

Quand les femmes sont assidues au travail

Rosine Nsabimana, présidente de la Fédération des coopératives de Kayanza indique que le rôle de la femme dans le développement des coopératives est remarquable. «Les femmes s'impliquent beaucoup plus au travail par rapport aux hommes.

Elles sont très responsables. Elles se comportent comme si c'étaient leurs coopératives et que la récolte leur appartenait », argue-t-elle.

Ce sont d'ailleurs les femmes qui sont plus nombreuses dans les champs, confie-t-elle.

Selon elle, c'est la raison pour laquelle les performances des coopératives de la province de Kayanza vont crescendo. La part des femmes dans cette performance est remarquable.

Les femmes sont de bonnes gestionnaires

Victor Hasabumutima, président

du conseil d'administration de la fédération des coopératives de la province de Kayanza n'y va pas par quatre chemins. Selon lui, il a été même constaté que les coopératives gérées par les femmes sont plus performantes.

L'exemple le plus emblématique est celui de la coopérative située sur la colline Musonge. Selon Hasabumutima, elle est très développée.

Il fait remarquer que la fédération des coopératives de la province de Kayanza est alors composée de 836 coopératives dont 262 sont dirigées par des femmes.

Sur 9 unions des coopératives de la province de Kayanza, 2 sont dirigées par des femmes.

Et Hasabumutima de souligner que dans ces coopératives, on pratique l'agriculture, l'élevage, le commerce et la transformation agroalimentaire.

Le jour de notre visite, il a fait savoir que la fédération des coopératives de la province Kayanza avait déjà planté 38 ha de maïs hybrides dans la commune Kaborere, 10 ha de maïs dans les champs du Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage de la province de Kayanza, etc. Et d'ajouter de grandes étendues des cultures de pomme de terre et de Soja.

Jean Marie Vianney Niyongabo

ENTREPRENEURIAT

Accès au financement limité: obstacle à l'entrepreneuriat féminin

Les femmes entrepreneures font face à un problème majeur, à savoir : l'accès aux financements. Même les procédures bancaires n'encouragent pas les femmes à oser entreprendre, notamment l'exigence des garanties. Des réformes sont nécessaires pour booster l'entrepreneuriat féminin.

Les femmes entrepreneures contribuent au développement du pays et il est important qu'elles obtiennent le soutien et le financement dont elles ont besoin pour développer leurs entreprises. Cela a été annoncé par Mary Porter Peschka, directrice régionale pour l'Afrique de l'Est de la Société Financière Internationale (IFC). C'était lors d'une conférence sur l'amélioration de l'accès au financement et aux marchés pour les femmes entrepreneures du Burundi qui a eu lieu à Bujumbura du 29 au 30 novembre 2023.

L'entrepreneuriat joue un rôle clé dans le développement économique et social du Burundi et les femmes sont particulièrement actives dans ce secteur. Toutefois, le fait de créer et de pérenniser une entreprise demande la détermination et la persévérance. Mais il y a de nombreux obstacles sur le chemin.

Par exemple, selon Mme Peschka, des recherches montrent que la plupart des entreprises dirigées par des femmes se heurtent à d'importants obstacles pour accéder au financement et aux marchés afin



Selon la ministre en charge du commerce Marie Chantal Nijimbere (au milieu), la difficulté d'accès au financement est due au fait que les banques formelles demandent des garanties que les femmes ne peuvent pas souvent avoir.

de générer les revenus et de stimuler la création de l'emploi.

« Les femmes sont souvent confrontées à des difficultés pour accéder à la terre, au soutien de leur entreprise pour attirer les investisseurs. Elles sont moins susceptibles de recevoir un financement pour leur entreprise en croissance que leurs homologues masculins », indique Mme Peschka. En outre, des barrières invisibles et des croyances culturelles bien ancrées empêchent encore les femmes de participer à de nombreuses économies. Pour remédier à cela, créer un espace de réflexion sur les défis, les solutions et les opportunités pour accroître l'accès au financement, aux marchés et au renforcement des capacités des

femmes entrepreneures au Burundi est opportun et essentiel. Pourquoi ? Parce que le développement ne peut pas avoir lieu sans l'inclusion et un soutien fort aux femmes d'affaires burundaises.

Le gouvernement burundais aux côtés des femmes entrepreneures

« Pour le compte du gouvernement du Burundi, des programmes qui visent à soutenir la femme entrepreneure ont été mis en place, notamment la Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes (BIDF). Mais sa mission et sa responsabilité ne s'arrêtent pas là. Elle continue à aider les opérateurs économiques », précise

Marie Chantal Nijimbere, ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme,

Les femmes entrepreneures font face à des problèmes liés à l'accès au financement et au marché. Or, cela leur permettra de devenir des visionnaires et aussi d'avoir des orientations stratégiques ainsi que des plans opérationnels de promotion dans leurs activités. L'accès au financement permettrait aussi aux femmes entrepreneures de mobiliser les partenaires au développement. En plus, les femmes entrepreneures manquent de structures de soutien à l'encadrement de l'entrepreneuriat féminin. Le faible niveau de formation en matière d'éducation financière de la femme et de la fille

constitue également un défi. Malgré tous ces obstacles, le dynamisme de l'entrepreneuriat féminin est visible sur terrain.

Pourquoi les femmes ont du mal à avoir accès au financement ?

Selon Mme Nijimbere, la difficulté d'accès au financement est due au fait que les banques formelles demandent des garanties que les femmes ne peuvent pas souvent avoir, notamment les titres de propriété détenus par leurs conjoints. Or, seuls les financements consistants entraînent de profonds changements et donnent aux femmes entrepreneures les moyens d'intégrer les chaînes de valeur productives, d'améliorer leurs perspectives d'embauche, d'utiliser des technologies efficaces et d'étendre leurs activités au-delà des frontières du pays.

Pour que ce but soit atteint, les banques doivent ouvrir leurs portes, assurer l'inclusion financière et un accès accru aux femmes. Pour cela, les institutions financières formelles doivent envisager des approches nouvelles et novatrices de conduite des affaires afin de répondre aux besoins des femmes. Les banques pourraient notamment développer les produits financiers ciblant les femmes, adopter des procédures bancaires favorables aux femmes, y compris la réduction des exigences de garanties ou en mettant en place d'autres formes de garantie.

Gilbert Nkurunziza

Cankuzo-éducation

Les avancées riment avec les défis

La Direction Provinciale de l'Éducation (DPE) de Cankuzo enregistre des avancées au cours des cinq dernières années, notamment l'augmentation du nombre d'écoles. Malgré tout, les défis ne manquent pas au nombre desquels l'insuffisance des enseignants



Jeanne Hakizimana, directrice provinciale de l'éducation à Cankuzo précise que cette province a besoin de 174 enseignants surtout les lauréats des universités.

Le nombre d'écoles a augmenté au cours des cinq dernières années dans la Direction Provinciale de l'Éducation (DPE) de Cankuzo. Cela a été annoncé par Jeanne Hakizimana, directrice provinciale de l'éducation à Cankuzo. A titre d'illustration, pour l'année scolaire 2022-2023, la DPE Cankuzo disposait de 63 classes préscolaires. Pour l'année scolaire 2023-2024, on a évolué jusqu'à 88 classes préscolaires. Pour l'année scolaire 2022-2023, la DPE Cankuzo disposait de 133 écoles fondamentales. L'année suivante (2023-2024), ça a évolué jusqu'à 135 écoles fondamentales. Les écoles techniques sont passées de deux à quatre entre 2022-2023 et 2023-2024.

En plus de cela, dans la province de Cankuzo, le rendement scolaire est bon. Pour l'année scolaire 2019-2020, la province était classée troisième dans le concours national de 9^e année. Pour les années scolaires 2020-2021 et 2022-2023, elle a été classée respectivement 4^e et 5^e au niveau national.

« Nous nous félicitons du rendement scolaire au niveau des concours

nationaux voire des examens d'Etats. C'est une fierté pour les élèves et pour les enseignants », estime Mme Hakizimana. Pour elle, la bonne collaboration avec l'administration locale est une pierre angulaire pour l'éducation à Cankuzo. Par exemple, la DPE Cankuzo en collaboration avec l'administration provinciale prévoit faire une tournée dans toute la province au début de l'année 2024 pour sensibiliser contre les abandons scolaires et les grossesses non désirées en milieu scolaire. Pourquoi ? Parce que dans les mois

de janvier et de février, il s'observe beaucoup de cas d'abandons scolaires.

Malgré tout, les défis ne manquent pas

En province Cankuzo, les salles de classe sont insuffisantes par rapport aux groupes pédagogiques pour accueillir confortablement tous les élèves. Par exemple, selon Mme Hakizimana, une école peut disposer de 6 salles de classe pour 11

groupes pédagogiques. La solution n'est autre que la double vacation d'une salle de classe. C'est pourquoi certains enfants vont à l'école, surtout dans les après-midis.

Ce phénomène s'observe surtout dans les communes de Gisagara et Mishiha. C'est là où il y a des effectifs pléthoriques dans les salles de classe. Par exemple, pour l'année scolaire 2021-2022, dans la direction communale de l'enseignement de Mishiha, il y avait 900 enfants dans les classes de 1^{ère} année pour

9 groupes pédagogiques (pour 9 salles de classe).

D'une part, cette problématique se justifie par le fait que la province de Cankuzo est frontalière avec la Tanzanie. Au début d'une année scolaire, beaucoup de réfugiés se rapatrient et les enfants doivent réintégrer les écoles sans que la DPE soit bien préparée pour les accueillir. D'autre part, la pléthore des élèves dans les salles de classe est liée au manque d'enseignants et à l'insuffisance des salles de classe. A titre d'exemple, pour l'année scolaire 2022-2023, la DPE Cankuzo disposait de 2207 enseignants et 61 d'entre eux sont partis à la retraite. Aujourd'hui, il y a un besoin urgent de 174 enseignants surtout les lauréats des universités.

Un autre défi à relever est que le bureau provincial d'inspection de l'éducation ne dispose pas de moyens de déplacement. Cette institution n'a ni véhicule ni moto. Par conséquent, les agents de ce bureau ne peuvent pas aller sur terrain comme ils le souhaitent. Parfois, ils font recours aux frais de fonctionnement pour louer un véhicule ou utiliser le véhicule de la DPE. Si ces alternatives ne marchent pas, les travaux de terrain cessent. Cela influe négativement sur le rendement scolaire.

A cela s'ajoutent les abandons scolaires et les grossesses non désirées en milieu scolaire. Un sujet que nous développerons dans les prochaines éditions.

Gilbert Nkurunziza

SOCIÉTÉ

Avec des discours de vengeance, la réconciliation devient impossible

Suite à un événement traumatisant, un ressentiment puis des discours de vengeance peuvent surgir. Une réaction naturelle selon un expert en justice transitionnelle, mais qui constitue un frein à la réconciliation dans une société post-conflit



Pascal Ntakirutimana, expert en justice transitionnelle : « si la vengeance devient un cercle vicieux, la société devient violente et la réconciliation impossible ».

De manière générale, la vengeance est une volonté de restaurer un équilibre ébranlé en répondant à une offense par une contre-offense », indique Pascal Ntakirutimana, expert en justice transitionnelle. Il ajoute qu'au-delà de cela, c'est un acte d'origine émotionnelle justifiée par la frustration ou la haine d'une catégorie de personnes qui a causé un tort directement ou indirectement.

Et cette vengeance est étroitement liée aux émotions négatives telles que la colère, la rage ou l'humiliation et elle évolue autour de l'honneur, de la recherche de la justice, de l'équité et de l'équilibre du pouvoir, explique-t-il.

Le désir de se venger est une réaction naturelle qui se manifeste après un événement traumatisant, selon l'expert. Et les discours qui ressortent de ce désir s'expliquent par le besoin de sortir un esprit de l'injustice. « Les gens se sentent dans l'injustice, dans l'humiliation et de là ils essaient de chercher l'honneur, la réputation de leurs groupes ».

Et pourtant, ce désir et ces discours sont dangereux

Ntakirutimana rappelle que la société burundaise est segmentée, composée de plusieurs catégories sociales. Le plus souvent dans une telle société marquée par plusieurs conflits, les discours de vengeance se caractérisent de manière générale par des accusations en miroir entre ces différentes catégories de groupes. « Ici chez nous, les Hutus et les Tutsis s'accusent mutuellement

d'avoir subi une injustice de la part de l'autre groupe. Donc, la grande caractéristique du discours de vengeance, ce sont ces accusations réciproques entre les différentes catégories sociales », donne-t-il en exemple.

Ces accusations ne sont pas néanmoins sans conséquences pour une société post-conflit comme le Burundi. Une société qui a besoin de rétablir les relations entre les différentes catégories sociales. Le

langage de vengeance compromet ainsi la quête de la réconciliation et remet en cause la volonté de vivre ensemble.

Pire encore, l'expert en justice transitionnelle explicite que selon le principe de réciprocité et de solidarité, le discours de vengeance devient en fait comme un système de régulation des conflits et qu'au final il débouche sur des violences de masse. « En d'autres termes, les membres de la société touchés par la

vengeance peuvent aller, à leur tour, organiser une contre vengeance et là, la vengeance devient un cercle vicieux. Et si la vengeance devient un cercle vicieux, la société devient violente et la réconciliation impossible »

« Surmonter à tout prix les désirs de vengeance »

Au nom du bien vivre ensemble et d'une paix durable, le meilleur exercice à faire est de savoir maîtriser ses émotions. Pour cela, l'expert conseille une thérapie : « Il faut aller au-delà de nos émotions de base en essayant par exemple d'écrire ce que nous ressentons. Cela nous permet de les accepter et de les clarifier ». Sinon, il propose que ce qui est ressenti soit discuté avec les autres, des personnes de confiance qui peuvent écouter sans juger ou encore il faut initier des activités qui permettent de faire sortir la colère. Cet exercice permettra ainsi d'éviter des discours diabolisant ou des accusations en miroir entre les groupes mais au-delà de cela il peut soulager, affirme-t-il.

Mais également comme le souligne Ntakirutimana, pour éviter la prolifération des discours de vengeance, le gouvernement doit initier une justice transitionnelle efficace et indépendante. Dans cette même logique, il conseille au gouvernement d'initier un cadre de débat et de dialogue qui permet à la population de surmonter ses émotions et ses désirs de vengeance.

Dona Fabiola Ruzagiriza

AUF Burundi

24 enseignants chercheurs des universités membres de l'AUF formés en ingénierie des idées

L'AUF Burundi a mis en œuvre un atelier de formation sur les techniques et les méthodes d'ingénierie des idées à l'endroit des experts enseignants chercheurs-formateurs des universités membres, et se réjouit des résultats atteints. Les bénéficiaires de cette formation si stratégique pour l'AUF et les Universités membres promettent de fructifier les connaissances acquises en mettant en place un plan d'action personnel chacun en ce qui le concerne

Le Bureau National AUF Burundi en collaboration avec l'Université du Burundi à travers l'Institut de Statistique Appliquée « ISTA » a organisé du 5 au 8 décembre 2023 un atelier de formation sur les techniques et les méthodes d'ingénierie des idées à l'endroit des experts enseignants chercheurs-formateurs des universités membres.

En marge de la clôture de cet atelier, Pr Fulgence NAHAYO, Formateur principal & Représentant AUF Burundi, a indiqué qu'il se réjouit des résultats atteints.

Il a été prouvé qu'ils maîtrisent les techniques, les méthodes et la gestion des projets en ingénierie des idées et ont développés des plans d'actions personnels et prioritaires.

Quid de la valeur ajoutée de la formation ?

Les bénéficiaires de cette formation savent les étapes de



Les bénéficiaires de la formation ont éprouvé un sentiment de satisfaction.

l'ingénierie des idées en art de l'ingénierie technologique à savoir : La Définition du problème, la Recherche, la Génération des Idées, la conception du Prototype, le Choix des solutions, leur Implémentation et enfin apprendre de l'expérience. D'autres études et principes de l'ingénierie des idées ainsi que la gestion des projets en ingénierie des idées ont été développés et maîtrisés. Des travaux pratiques pertinents comme la résolution du problème des devises au Burundi, l'employabilité et entrepreneuriat, l'incubation et le transfert des

technologies, ont été simulés par les bénéficiaires de la formation. Plusieurs solutions concrètes développées sont à mettre à profit pour le Burundi.

Et d'ajouter que cette formation concrétise la mise en œuvre de la stratégie AUF 2021-2025 dans ses différents axes à savoir la transformation numérique et la gouvernance universitaire, l'employabilité et l'entrepreneuriat, le réseautage et la coopération Internationale, la formation des formateurs et l'innovation

pédagogique ainsi que la recherche et la valorisation.

Pr Fulgence NAHAYO a précisé que d'autres opportunités existent à l'AUF. Il s'agit des actions du Centre d'Employabilité Francophone (CEF) de Bujumbura et celles du Campus Numérique Francophone 5.0 (CNF 5.0).

Il remercie les autorités de l'Université du Burundi pour avoir été actives dans la mise en œuvre de ce partenariat.

Les bénéficiaires ravis

Les bénéficiaires de cette formation ont éprouvé un sentiment de satisfaction. Selon Colombe BIZUMUREMYI, enseignante chercheuse à l'Institut National de Santé Publique (INSP), cette formation a permis aux participants d'apprendre les techniques de gestion des projets et des pensées. Elle promet de mettre en pratique les connaissances acquises dans leurs institutions respectives.

Et de demander à l'AUF Burundi de continuer dans ce sens pour contribuer au développement du Burundi.

Notons que l'AUF est une association d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche regroupant plus de 1200 universités, les grandes écoles et les réseaux universitaires et centres de recherche scientifique utilisant la langue française dans 119 pays.

Créée il y a 60 ans, elle est l'une des plus importantes associations d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche au monde. Elle est également l'opérateur pour l'enseignement supérieur et la recherche du Sommet de la Francophonie.

A ce titre, elle met en œuvre dans son champ de compétences les résolutions adoptées par la conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le Français en partage.

Et de souligner que le plan d'action 2024 du Bureau National AUF Burundi sera aussi très riche.

ECONOMIE

FMI : L'économie burundaise en redressement

Le Fonds Monétaire International (FMI) est pour le moment dans la revue du programme pour décaisser la deuxième tranche des 270 millions USD approuvés en juillet 2023. Toutefois, le fonds estime le redressement économique du pays pour bientôt, malgré que celui-ci est entravé par des chocs internes, externes et des défis multiformes



Samuel Dele Pierre, représentant du FMI au Burundi : « Si les évaluations sont satisfaisantes, le conseil d'administration du FMI peut approuver le décaissement de la prochaine tranche ».

ainsi que le déséquilibre externe ont continué à se détériorer sur une période récente », précise-t-il.

Vers la mise en place des conditions de rééquilibrage et de redressement de l'économie

M. Samuel Dele Pierre indique que les objectifs du programme de réformes du gouvernement soutenus par le FMI sont ambitieux en termes de rééquilibrage externe

et de réduction de la vulnérabilité liée à la dette. Il fait remarquer que la mise en œuvre du programme permettra la mise en place des conditions de rééquilibrage et de redressement de l'économie.

« Comme perspective du soutien du FMI pour le Burundi, un programme d'une enveloppe totale de 270 millions USD a été approuvé par le conseil d'administration du fonds au mois de juillet 2023 », rappelle-t-il.

La première tranche a été décaissée

au mois de juillet pour à peu près 62 millions USD. Le fonds est pour le moment dans un cycle de la revue du programme. La mise en œuvre des réformes du programme du gouvernement burundais est évalué tous les 6 mois par une équipe à Washington. Cette équipe va également évaluer l'évolution économique et financière du pays.

Et de renchérir : « Si les évaluations sont satisfaisantes, le conseil d'administration du FMI peut approuver le décaissement de la prochaine tranche ».

Les conditionnalités, selon toujours M.Samuel Dele Pierre, sont les engagements de l'Etat en termes de réduction des déficits, engagements en termes d'augmentation des réserves en devises, engagements en termes de limitation du financement monétaire du déficit et engagements en termes de limitation de l'endettement extérieur...

Trop tôt pour l'Afrique subsaharienne de crier victoire

Pour M.Samuel Dele Pierre, après des années difficiles, une éclaircie semble se profiler en Afrique subsaharienne.

« De nombreux pays sont en train de connaître un rebond sur la croissance économique. Les conditions extérieures de financement s'améliorent et le

déséquilibre macroéconomique a commencé à se résorber », rassure-t-il.

Malgré cela, il précise qu'il est trop tôt pour crier victoire.

« La pénurie de financement sévit toujours dans la région et l'inflation reste trop élevée, notamment l'inflation alimentaire. On observe une divergence des trajectoires économiques entre les pays de la région », déplore M.Samuel Dele Pierre.

Dans ce contexte, martèle-t-il, quatre priorités sont proposées pour l'action publique dans la région afin d'assurer que les signes d'embellie deviennent plus durables et tangibles.

Il s'agit de suspendre le rehaussement de la politique monétaire lorsque le taux d'inflation diminue et de se rapprocher du niveau visé par la Banque centrale, de laisser le taux de change se déprécier quand cela est nécessaire, de réduire la vulnérabilité liée à l'endettement tout en conservant des marges de manœuvre pour les dépenses de développement pour l'investissement et les secteurs sociaux, de réaliser des investissements porteurs d'avenir pour relever le défi du niveau de vie grâce à des politiques de long terme et des réformes structurelles.

Mélance Maniragaba

Approche Psychosociale « Guérir ensemble » : Un grand succès

L'approche Psychosociale Communautaire « Guérir ensemble » utilisée dans le cadre du programme Psychosocial Régional de la coopération Suisse a été un grand succès au Burundi. Cette approche a transformé la population bénéficiaire de ce programme mais aussi leurs communautés. Les bénéficiaires de ce programme sont priés d'en intensifier les acquis



Méridienne Nijimbere : « mon foyer a été sauvé grâce à l'APC ».

Dans le cadre de clôture des activités du Programme Psychosocial Régional, il a été organisée des descentes dans certaines zones bénéficiaires de ce programme. Ces descentes ont été organisées au centre urbain de Muramvya, Bukeye dans la même province et Rugombo dans la province de Cibitoke. Le but était de constater auprès des populations bénéficiaires vivant dans ces zones, l'impact de ce projet qui se clôture après 12 ans de mise en œuvre dans la région des Grands Lacs.

Au centre urbain de Muramvya, les acquis de ce programme sont palpables. Dans une salle de conférence se trouvant dans cette localité, les chants de bienvenus accueillent chaleureusement les délégations venues des différents pays partenaires de la coopération Suisse. Des hommes et des femmes tout joyeux chantent les merveilles du Programme Psychosocial Régional qui leur a redonné la joie de vivre à travers l'approche psychosociale Communautaire (APC). Lors des échanges d'expériences entre les bénéficiaires locaux et ceux en provenance des autres pays partenaires de la coopération Suisse, les bénéficiaires ont montré, sur base des témoignages, comment l'APC a transformé leurs vies.

Les bénéficiaires s'en réjouissent

Méridienne Nijimbere a témoigné comment l'APC a changé son histoire. « Ma vie n'a été qu'une tragédie depuis mon enfance. Un certain moment, je me consolais en me disant que le mariage parviendra à me faire cueillir enfin les merveilles de la vie et à me faire oublier toutes ces blessures du passé », témoigne-t-elle. Malheureusement, le pire

n'était qu'à venir. " Mon mari et moi se disputons tous les jours. Mon foyer était au point d'être détruit. Au fur du temps, J'ai perdu le goût de la vie et j'ai tenté à maintes reprises de me suicider », se souvient-elle. Selon cette femme, ces blessures affectaient également l'économie de son ménage. « Je pensais toujours que d'un moment à l'autre je divorcerai. De peur que ce que j'aurais entrepris soit bénéficié par quelqu'un d'autre, j'ai décidé de ne rien entreprendre du tout pour mon ménage », raconte-t-elle. C'est ainsi qu'une amie à elle lui a parlé de l'approche psychosociale « guérir ensemble ».

Comme elle le raconte, dans un premier temps, elle ne croyait pas que cette approche pourrait faire grand-chose sur sa vie qui était déjà une pourriture. « J'ai suivi les ateliers de cette approche sans vraiment trop d'espoir, mais au fur du temps, grâce à cette approche j'ai compris que le nœud de nos problèmes conjugaux était que j'ai accumulé beaucoup de blessures tout au long de ma vie et que mon mari en avait aussi. L'APC nous a permis non seulement de nous comprendre mutuellement, mais également de s'entraider pour guérir », fait-elle



« Ce programme a allégé la tâche aux administratifs à la base ».

savoir. « C'est comme ça que mon foyer a été sauvé grâce à l'APC », se réjouit-elle. Pour ce qui est du développement économique de son

ménage, Nijimbere témoigne que depuis qu'elle a intégré le système d'épargne et de crédit « Nawe nuwe » initié dans le cadre du PPC, le développement économique de son ménage ne fait qu'accroître.

Même son de cloche pour Félix Nshimirimana. Ce quinquagénaire témoigne comment l'APC a changé sa vie, mais aussi celle de son foyer. "Ma femme ne valait rien devant mes yeux. Je lui infligeais toutes formes de violences et ça ne me causait aucune peine », regrette-t-il. Comme il le raconte, c'est lorsqu'il a commencé à suivre les ateliers APC qu'il a remarqué que c'est lui-même qui était en train de détruire son foyer. « Ce programme m'a ouvert les yeux et m'a permis de me convertir. Aujourd'hui, moi et ma femme vivons dans la joie », a-t-il témoigné. « Cette approche m'a permis également, en tant que notable collinaire, de trancher les litiges sans toutefois avoir un penchant », ajoute-t-il. Il bénit les promoteurs de ce programme.

Une approche qui sort du commun.

Dans cette localité, ce programme a été mis en œuvre par le centre Seruka, sous l'appui financier de la coopération Suisse au Burundi. Pour la déléguée du

centre Seruka, le PPC a permis à ce centre de perfectionner son intervention dans les communautés bénéficiaires. « Avant, c'était la communauté qui allait vers le centre Seruka mais, avec l'appui de la coopération suisse, c'est le centre qui va vers les communautés. Ce qui s'avère plus efficace dans la prise en charge des victimes des VSBG », fait-elle savoir. Un autre atout évoqué est que l'approche utilisée au paravant par le centre Seruka dans ses interventions était centré sur les survivantes en tant qu'individus, mais l'approche psychosociale « guérir ensemble » leur a permis de toucher un peu plus de monde. L'appui financier de la coopération suisse via le PPC a permis au centre Seruka d'offrir gratuitement une prise en charge médicale, psychosociale et juridique aux victimes des violences sexuelles et celles basées sur le genre. Elle ne doute pas que les groupements formés dans le cadre du PPR continueront à intensifier cette approche dans leurs milieux respectifs.

Dans son allocution, le gouverneur



L'appui financier de la coopération suisse a permis au centre Seruka d'offrir gratuitement une prise en charge médicale, psychosociale et juridique aux victimes des VSBG.

de la province de Muramvya a fait savoir que ce programme a allégé la tâche aux administratifs à la base. Comme il le raconte, actuellement, ceux-ci ne tranchent que les cas de violences les plus graves dans les communautés. « Ces groupements communautaires formés par le centre Seruka s'occupent des autres cas. Donc les moins graves », précise-t-il.

Il a remercié toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de ce programme. Il a exhorté les bénéficiaires de ce programme à s'approprier les acquis de celui-ci, même après sa clôture. « Combattez toutes formes de VSBG autant que vous pouvez et revenez à nous à chaque fois que vous rencontrez une difficulté que vous ne pouvez pas résoudre », fait-il savoir.

Rappelons que l'Approche Psychosociale Communautaire propose 3 grandes étapes, à savoir: la prise de conscience de ses propres blessures et celles de sa communauté, l'engagement dans le processus de guérison et enfin l'élaboration d'un projet de vie. Le processus de guérison s'opère en 3 ateliers qui sont : le travail sur le deuil, la gestion des émotions et des sentiments ainsi que le pardon et la réconciliation.



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

